**La science ouverte en francophonie : enjeux et pratiques**

*A mon regretté ami et frère Paulin Hountondji*

Parce que la science n’était pas jusqu’ici universellement partagée, parce qu’elle demeurait essentiellement élaborée et produite dans les pays du Nord et était au service du capitalisme mondial, l’UNESCO, à savoir l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, s’est engagée, à la suite de plusieurs interventions célèbres dont celle d’Amadou Hampâté Ba en 1960 qui avait, devant le mépris de l’ambassadeur des USA sur les civilisations orales, fait la distinction entre « les sachants » et les « pseudo-sachants », mais aussi les analyses de Paulin Hountondji et d’autres, à essayer de changer cet état des choses. C’est pourquoi elle a voulu revenir à l’idée originaire de sa mission dans la promotion de la science ouverte, c’est-à-dire une science qui prenne en compte à la fois les cultures et les approches diverses et qui soit ouverte à tous ou plutôt qui soit pratiquée autrement.

Dans un monde où le profit est devenu la seule loi, la réaffirmation de la science ouverte était devenue urgente. C’est dans ce contexte que l’UNESCO, après avoir fait travaillé pendant 2 ans un groupe d’experts de 800 chercheurs de tous les pays pour la rédaction de cette recommandation, a produit un cadre de valeurs partagées et de normes communes qui ont été adoptés en décembre 2022 par son Assemblée générale.

En approuvant cette Recommandation, 193 pays ont accepté de se conformer à des normes communes en matière de science ouverte et de partager un certain nombre de valeurs et de principes fondamentaux. Il s’agit là d’une avancée notable. L’objectif est de réduire les inégalités entre les pays et au sein de ceux-ci pour promouvoir le droit de l’homme à bénéficier du progrès scientifique, conformément à l’article 27 de la Déclaration universelle des droits de l’homme. Avec cette Recommandation, les États membres ont adopté la culture et la pratique de la science ouverte et ont accepté de rendre compte de leurs progrès tous les quatre ans.

L’objectif de mon intervention est de revenir sur les difficultés de mise en œuvre de la Science ouverte en francophonie, au-delà des questions d’édition et de diffusion, et d’indiquer les trois types d’action qu’il s’agit de mener actuellement en Afrique pour implémenter la science ouverte et les changements de paradigmes que cela implique.

Aujourd’hui, la plupart des pays africains francophones ont ratifié la Recommandation de l’UNESCO sur la Science ouverte. Mais au-delà de cet acte purement symbolique, aucune politique de réelle appropriation des principes de celle-ci n’a été mise en place. Mieux, ils ont continué à faire de la science comme ils l’avaient fait jusqu’ici sans s’interroger sur la manière même dont « *nous faisons de la science hors d’Europe, hors d’Occident* », sur ce que Paulin Hountondji appelait « *les questions refoulées* ».

Il est intéressant de relire ici ce que disait en effet Paulin Hountondji 20 ans après et de constater combien les choses n’ont pas changé :

« *Une telle question peut paraître saugrenue. En général, on ne la pose pas. On se contente de constater les progrès réalisés, le rythme impressionnant de l’accumulation du savoir à l’échelle mondiale. On ne s’interroge pas sur les modalités de cette accumulation, la contribution respective des différentes régions du monde, les conditions réelles du travail scientifique à la périphérie du système, la manière dont est géré, à l’échelle mondiale, le capital ainsi produit, les déséquilibres dans la production, dans l’accumulation et dans la gestion du savoir ».*

*Au Sud comme au Nord, ces questions sont d'habitude refoulées. En Afrique, nous nous interrogeons rarement, dans nos laboratoires et cabinets d'étude, sur le sens de notre pratique d'hommes de science, sa fonction réelle dans l'économie d'ensemble du savoir, sa place dans le procès de production des connaissances à l'échelle mondiale. Nous ne mettons pas en cause les rapports actuels de production scientifique à l'échelle mondiale. Nous ne les mettons pas en cause parce qu'en réalité, nous n'en sommes pas vraiment conscients. Notre seule ambition est d'être nous-mêmes performants et assez productifs pour être acceptés, connus et reconnus par nos pairs occidentaux. Étant donné cette ambition, nos seules préoccupations sont d'ordre quantitatif. Nous déplorons l'insuffisance des équipements, de la documentation et d'autres outils de travail qui auraient permis à nos laboratoires, à nos équipes de recherche et à nous-mêmes d'être beaucoup plus compétitifs. Nous déplorons, non sans raison, nos mauvaises conditions de travail et de rémunération. Mais nous ne nous interrogeons pas, par exemple, sur l'origine des appareils et autres équipements qui peuplent nos laboratoires, les motivations réelles derrière le choix de nos sujets de recherche, le destin des résultats de recherche, le lieu géographique où, et la manière dont ils sont consignés, gérés, capitalisés, la manière dont ils sont, le cas échéant, appliqués, les liens complexes entre cette recherche et l’industrie, entre cette recherche et l’activité économique en général. Nous restons à mille lieues des questions du genre : à quoi sert notre travail intellectuel ? A qui profite-t-il ? Comment s’insère-t-il dans notre propre société ? Dans quelle mesure nos peuples parviennent-ils à s’en approprier eux-mêmes les résultats ?*

*Si l’on s’avise de poser ces questions, de libérer ces interrogations habituellement refoulées, on s’aperçoit très vite que la différence n’est pas seulement quantitative, mais qualitative, entre l’activité scientifique en Afrique et cette même activité dans les métropoles industrielles. La différence ne concerne pas seulement les niveaux de développement de la science ici et là-bas, mais la manière dont celle-ci fonctionne, son mode d’articulation aux autres secteurs d’activité, sa finalité pratique. D’un mot, je redirai ici ce que j’ai déjà dit et répété ailleurs : la recherche en Afrique, et plus généralement au Sud, est encore, dans l’ensemble, une activité extravertie, tournée vers l’extérieur, ordonnée et subordonnée à des interrogations venues d’ailleurs et aux besoins et intérêts qui, directement ou indirectement, motivent ces interrogations, au lieu d’être auto-centrée et de répondre en priorité aux questions posées, directement ou indirectement, par les sociétés concernées elles-mêmes* »[[1]](#footnote-1).

Aujourd’hui, dans nos universités et centres de recherche, personne ne s’interroge sur le mode de fonctionnement de la science, sur la non-intégration des savoirs, de pratiques et des paradigmes endogènes, sur son extraversion. Ici, les pratiques de la science ne sont pas encore participatives, interdisciplinaires et même collaboratives. Chaque chercheur, chaque laboratoire travaille dans son coin pour des travaux dont il ignore la place dans les produits industriels finis. Il participe donc à une sorte de division internationale du travail scientifique. Pas de renversement épistémologique, ni même culturel.

En Afrique francophone, le renversement épistémologique qu’implique la science ouverte n’a pas eu lieu. Pour y parvenir, trois types d’actions méritent d’être engagées ici : d’abord, sortir la science des universités et des laboratoires pour la démocratiser ; ensuite, favoriser, dans la formation, l’interdisciplinarité et enfin développer l’interculturalité.

1. **Démocratiser la science ouverte.** Il est nécessaire aujourd’hui, de promouvoir et de développer dans les lycées, collèges et universités, comme dans d’autres espaces sociaux, la création de clubs sur la science ouverte. Il s’agira ici d’échanger sur la science ouverte, ses principes et ses valeurs, mais aussi son rôle dans l’amélioration de la qualité de l’information scientifique comme dans la résolution des enjeux mondiaux.
2. **Favoriser l’interdisciplinarité.** La formation dans l’enseignement supérieur est encore trop organisée en silos ou en îlots disciplinaires et avec une visée vers l’hyperspécialisation. Il est urgent aujourd’hui, devant la complexité des problèmes et des savoirs, de promouvoir, au niveaux des cycles master et doctorat, des cadres d’échanges interdisciplinaires pour féconder des intelligences.
3. **Favoriser l’interculturalité.** Les cultures africaines sont les parents pauvres de la science. Parce que la science ouverte n’est pas la seule affaire des scientifiques, elle doit prendre en compte les problèmes des communautés, leurs interrogations comme leurs pratiques et leurs savoirs, c’est-à-dire des manières de penser non-classiques. Tout cela pour réduire l’impensé de la « *science fermée et de surplomb* » sur les politiques de l’environnement, la biomédecine et même les politiques de développement.

En conclusion, la science ouverte en Francophonie et dans les pays africains a de l’avenir si elle sort de son extraversion, de sa logique coloniale, si elle vise à réduire les fractures de toutes sortes (culturelles, économiques, sociales, informationnelles, etc) et si elle devient collaborative, participative, interdisciplinaire et véritablement interculturelle.

1. - Paulin Hountondji, « *La science comme elle va, le monde comme il va* », in Philosophie, science et éthique, UNESCO, 2004, pp. 23-24. [↑](#footnote-ref-1)